



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2026-DCPATE-126

**modifiant la surveillance environnementale imposée à la mairie de Nesmy pour suivre
l'impact environnemental de sa décharge Grand Bois sur le territoire de la commune
de Nesmy**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1973 autorisant M. Froger Pierre à exploiter un dépôt d'immondices et de déchets industriels au lieu-dit « Le Grand Bois » sur la commune de Nesmy ;

VU le courrier de la mairie de Nesmy du 16 février 2013 qui indique que la commune a également exploité cette décharge ;

VU la décision municipale de la commune de Nesmy du 28 janvier 2002 de rachat par la commune des parcelles 50 et 51 constituant l'emprise de la décharge ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022-DCL/BENV/1-14 du 12 janvier 2022 imposant à la mairie de Nesmy de poursuivre la surveillance environnementale de l'ancienne décharge du Grand Bois;

VU le rapport d'évaluation quantitative des risques sanitaires relative au secteur du hameau de la Brétaudière, référencé ANTEA GROUP N°A112067/A du 20 août 2021 transmis le 17 septembre 2021 au préfet de la Vendée par la mairie de Nesmy ;

VU le rapport de surveillance des eaux souterraines, gaz du sol, réseau AEP pour la décharge de Grand Bois à Nesmy référencé ANTEA GROUP n°A139743/version A du 20 janvier 2026 transmis au préfet de la Vendée par la mairie de Nesmy le 22 janvier 2026 ;

VU le rapport « bilan quadriennal » de la décharge de Grand Bois à Nesmy référencé ANTEA GROUP n°A140888/version A - 20 janvier 2026 transmis au préfet de la Vendée par la mairie de Nesmy le 22 janvier 2026 ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date du 26 février 2026;

VU le courrier adressé le 12 mars 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant qu'en application de l'arrêté préfectoral n°2022-DCL/BENV/1-14 du 12 janvier 2022, la mairie de Nesmy a transmis au préfet de la Vendée :

- le rapport de surveillance des eaux souterraines, gaz du sol, réseau AEP pour la décharge de Grand Bois à Nesmy référencé ANTEA GROUP n°A139743/version A du 20 janvier 2026 ;
- le rapport de bilan quadriennal de la décharge Grand Bois à Nesmy, référencé ANTEA GROUP n°A140888/version A - 20 janvier 2026.

Considérant que le bilan quadriennal susvisé recommande de poursuivre le suivi de la qualité de l'eau souterraine et des gaz du sol et dans le réseau AEP, pour certains polluants, afin de surveiller les éventuels transferts de polluants de l'ancienne décharge vers le hameau de la Brétaudière ;

Considérant qu'en conséquence le plan de surveillance environnemental prescrit dans l'arrêté préfectoral n°2022-DCL/BENV/1-14 du 12 janvier 2022 doit être mis à jour ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a présenté aucune observation au terme du délai qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

ARRÊTE

Article 1. Dispositions réglementaires

La mairie de Nesmy, ci-après dénommée l'exploitant, poursuit la surveillance de son ancienne décharge du Grand Bois, dans les conditions définies par le présent arrêté.

L'arrêté préfectoral n°2022-DCL/BENV/1-14 du 12 janvier 2022 imposant à la mairie de Nesmy de poursuivre l'étude de diagnostic environnemental de l'ancienne décharge du Grand Bois est abrogé.

Article 2. Surveillance environnementale de la décharge

Article 2.1. Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place une surveillance semestrielle des eaux souterraines à proximité de la décharge de Grand Bois et du hameau de la Brétaudière de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et le hameau de la Brétaudière.

Les paramètres analysés sur les eaux souterraines au niveau des piézomètres pz2, pz4, pz5, pz6 et pz7 , sont les suivants :

- Composés aromatiques volatils : BTEX et somme des BTEX
- HCT C5-C40
- Famille des HAP dont : Naphtalène, Acénaphène, Acénaphylène, Fluorène, Phénanthrène, Anthracène, Fluoranthène, Pyrène, Benzo[a]anthracène, Chrysène, Benzo[b]fluoranthène, Benzo[k]fluoranthène, Benzo[a]pyrène, Benzo[e]pyrène, Indéno[1,2,3-cd]pyrène, Benzo[ghi]pérylène, Dibenz[a,h]anthracène
- Famille des COHV dont : chlorure de vinyle, cis-1,2-dichloroéthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, 1,1-dichloroéthane, 1,2-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, 1,1,1-trichloroéthane
- Métaux lourds dont : Al, As, Cd, Cr, Cu, Mn, Fe, Hg, Ni, Pb, Zn
- Autres paramètres : COT, nitrates, nitrites, chlorures, phosphore.

Article 2.2. Surveillance des gaz du sol

L'exploitant met en place une surveillance annuelle (en période sèche) des gaz du sol à proximité de la décharge de Grand Bois et du hameau de la Brétaudière de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et le hameau de la Brétaudière.

Les paramètres analysés sur les gaz du sol, au niveau des piézais pa1, pa2 et pa3, sont les suivantes :

- Famille des HAV : benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes (m-, p- et o-), MTBE et naphtalène
- Famille des HAP dont : acénaphthylène, anthracène,
- Famille des COVH dont : chloroforme, dichlorométhane, chlorure de vinyle, cis-1,2-dichloroéthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, Dichlorométhane, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène
- Famille TPH (Total Petroleum Hydrocarbons) avec les fractions aliphatiques et aromatiques

Article 2.3. Surveillance du réseau AEP

L'exploitant met en place une surveillance semestrielle de l'eau du réseau AEP en aval de l'ancienne décharge de façon à surveiller les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et la canalisation d'eau potable.

Les paramètres analysés sur le réseau AEP, au niveau des bornes incendie existantes, en amont au lieu-dit La Vergne, et en aval au lieu-dit de la Brétaudière sont les suivants :

- HCT C5-C10
- Famille des HAV : benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes (m-, p- et o-), MTBE et naphtalène
- Famille des COVH dont : chloroforme, dichlorométhane, chlorure de vinyle, cis-1,2-dichloroéthylène, trans-1,2-dichloroéthylène, Dichlorométhane, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène

Article 3. Fréquence de surveillance et bilan quadriennal

A l'exception de la surveillance prévue à l'article 2.2 qui devra être réalisée une fois par an en période sèche, les surveillances prévues aux articles 2.1 et 2.3 du présent arrêté sont réalisées chaque semestre en période de hautes et basses eaux de façon à ce que l'exploitant s'assure que les éventuels transferts de polluants entre l'ancienne décharge et le hameau de la Brétaudière ne sont pas de nature à remettre en cause les conclusions du rapport d'évaluation quantitative des risques sanitaires relative au secteur du hameau de la Brétaudière, référencé ANTEA GROUP N°A112067/A du 20 août 2021. Dans le cas contraire, il en informe sans délai le préfet de la Vendée et l'ARS des Pays de la Loire, en proposant des mesures adaptées.

Cette surveillance fait l'objet d'un bilan quadriennal transmis au préfet de la Vendée, dès sa réalisation. Le bilan est établi conformément au guide « surveillance de la qualité des eaux souterraines dans les ICPE » du MTE dans sa version en vigueur.

Les éventuelles demandes de modifications de ce plan de surveillance sont sollicitées conformément aux dispositions du guide « Évolution et arrêt de la surveillance des eaux souterraines du MTE » dans sa version en vigueur.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune de Nesmy :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **02 AVR. 2026**

Le préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

